Nations Unies E/CN.6/2019/NGO/1

Conseil économique et social

Distr. générale
7 novembre 2018
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme
Soixante-troisième session
11-22 mars 2019
Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXIe siècle »

Déclaration présentée par Baha'i International Community, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

18-18825 (F) 121118 161118

Merci de recycler

Déclaration

Instaurer un monde nouveau : ne laisser personne de côté

À un certain niveau, la protection sociale peut être conçue comme un ensemble de politiques et de programmes destinés à réduire la pauvreté et la vulnérabilité. Un sujet aussi important que la fourniture d'une protection sociale à toutes et à tous, en particulier aux plus vulnérables – qui sont en majorité des femmes et des enfants – doit être envisagé à la lumière d'une vérité plus profonde, à savoir que l'humanité entière est une, et qu'elle doit tirer profit des ressources abondantes dont regorge notre patrie commune. Il faut désormais reconnaître que toutes les personnes ont le droit de vivre dans la dignité, d'avoir accès à un enseignement de qualité et à des soins de santé, de pratiquer leur spiritualité et de contribuer au bien-être de leurs communautés, grâce au travail, au développement de familles saines et à l'offre de services.

Par ailleurs, l'unité de l'humanité signifie clairement que les femmes et les hommes sont égaux. La prise de conscience grandissante de l'unité de l'humanité et de l'égalité entre les femmes et les hommes est une des caractéristiques de l'ère moderne – ce qui est de bon augure pour l'émergence progressive d'une civilisation mondiale qui se distingue par la justice, la réciprocité et la prospérité. Néanmoins, la pleine expression de l'unité dans tous les aspects de la vie ne s'est pas encore concrétisée ; en effet, sa réalisation peut parfois sembler hors de portée. Les femmes et les filles sont souvent les plus touchées par les injustices inhérentes à l'ordre social actuel, ce qui n'est guère surprenant compte tenu des forces historiques qui ont donné lieu à l'établissement de cet ordre. S'il est vrai que l'acceptation croissante du principe de l'unité était l'un des plus importants héritages du XXe siècle, nombre des fondements idéologiques des systèmes sociétaux en vigueur reposent sur des valeurs contraires à cette unité. Les idéaux de l'exclusion, de la croyance en la supériorité innée de certains groupes sur d'autres, et du recours à la rivalité comme moyen de réaliser des progrès sont codés dans l'ADN des structures de la société. Il s'ensuit ainsi que le principe de l'unité ne peut être greffé superficiellement sur les systèmes et structures de la société, lesquels doivent être remodelés pour incarner l'unité.

Une question cruciale à porter devant un organisme aussi important que l'Organisation des Nations Unies et ses États Membres est celle de savoir comment mettre à profit et libérer les capacités et les pouvoirs collectifs de tous les peuples du monde, surtout des femmes et des filles. Au-delà des incidences institutionnelles, les principes de l'unité et de l'égalité appellent de profonds changements culturels. Personne n'est à l'abri des exigences élevées de justice ; chacun, chacune, sera invité à revoir en permanence ses propres attitudes et valeurs et ses relations avec les autres.

Lutter contre les inégalités économiques

En raison de normes sociales et culturelles et des inégalités, les femmes connaissent des phases de vulnérabilité particulière tout au long de leur cycle de vie. Dans de nombreux pays, les femmes sont beaucoup plus susceptibles que les hommes de perdre leur revenu et de basculer dans la pauvreté. Même dans les communautés les plus avancées sur le plan économique, les fonctions reproductrices des femmes ont souvent fait qu'elles ne se voient pas attribuer les mêmes rôles et responsabilités sur le plan professionnel que leurs homologues masculins. De nombreux obstacles empêchent les femmes et les filles d'accéder aux services publics et de bénéficier d'infrastructures solides. Pour lever définitivement ces obstacles, il est nécessaire de mettre en place des systèmes de gouvernance qui favorisent la sécurité collective, la viabilité environnementale et un ordre économique juste et équitable. Compte tenu

du rôle central qu'ils jouent dans la protection sociale, il convient d'accorder une attention particulière aux mécanismes économiques appropriés.

Les concentrations extrêmes de la richesse ont donné naissance à l'idée fausse selon laquelle le monde ne dispose pas de ressources suffisantes pour tous ses habitants. Lorsqu'il s'agit d'étudier les moyens de sortir toutes les personnes de la pauvreté, l'on est tenté de mettre l'accent sur la création de richesses, ce qui est compréhensible. Le fait de centrer exclusivement l'attention sur la croissance et la création de revenus a très souvent conduit à un accroissement des richesses pour ceux et celles qui n'en ont pas besoin, et à une aggravation de la misère des personnes nécessiteuses. Les dispositifs réglementaires qui permettent à un petit nombre d'amasser des quantités déraisonnables de ressources matérielles pour eux-mêmes et pour leurs proches ne peuvent pas continuer d'exister. Tant que les modèles économiques continueront d'ignorer et d'externaliser les considérations morales, comme la justice et la crédibilité, l'instabilité financière mondiale continuera d'augmenter, et l'ensemble de l'humanité éprouvera des difficultés.

En effet, partout dans le monde, les conséquences de la dégradation de l'environnement se font sentir. Pourtant, dans les modèles économiques de la plupart des pays industrialisés, les effets sur l'environnement sont considérés comme une externalité. Cela a donné lieu à la paupérisation des communautés rurales, à l'exploitation des populations vulnérables et à la dégradation rapide de la nature. De nouveaux modèles prometteurs, qui permettent d'examiner les questions économiques au regard des limites de la planète, se font jour. Il convient d'étudier ces modèles pour déterminer leur potentiel et leurs limites. D'une manière générale, la communauté internationale voudra peut-être consacrer d'importantes ressources aux efforts nécessaires pour comprendre comment des modèles économiques articulés autour des principes de tutelle collective, de justice et de réciprocité peuvent émerger et s'adapter aux besoins des différentes communautés.

Libérer les pouvoirs de l'esprit humain

Dans les communautés du monde entier, un manque de richesses matérielles constitue un obstacle qui empêche d'attirer, de former et de retenir des enseignants qualifiés, et de construire et d'entretenir des établissements scolaires. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 met l'accent sur le renforcement des infrastructures publiques comme moyen d'assurer l'éducation pour tous. S'il est vrai que la qualité de l'éducation dépend, dans une certaine mesure, d'un apport de ressources matérielles, l'expérience de nombreuses communautés baha'i à la base donne à penser que même dans les régions les plus reculées et les plus touchées par la pauvreté dans le monde, il existe d'abondantes ressources humaines qui, avec du temps, l'attention voulue et une affectation judicieuse des moyens matériels, peuvent s'épanouir .

Lorsqu'une communauté évalue les ressources qu'elle possède (par exemple, la capacité des populations locales à recenser les problèmes et à se concerter sur les solutions et la générosité des membres de la communauté qui souhaitent donner leur talent et leurs moyens matériels pour la construction d'édifices et d'autres provisions simples), les limites peuvent se transformer en possibilités. Notre expérience a montré que le lancement d'un processus éducatif visant à libérer l'ensemble des capacités humaines ne doit pas être retardé jusqu'à ce que des infrastructures solides soient en place. Pour assurer un enseignement de qualité, il faut accorder l'attention à l'ensemble du processus éducatif – la formation des enseignants, la sélection ou l'élaboration de programmes appropriés, la création d'un environnement propice à l'apprentissage et la participation de la communauté au sein de laquelle le processus éducatif se déroule. Ces différentes dimensions peuvent être complétées et renforcées

par des ressources matérielles, dans une certaine mesure. Cependant, il est encore plus important de faire en sorte que les enseignants et les élèves participent à un processus de renforcement des capacités qui permette de libérer les pouvoirs de l'esprit humain.

L'esprit humain – qui peut être considéré en un sens comme l'ensemble des dons innés qui distinguent les êtres humains des autres espèces, y compris l'intelligence humaine – est capable de connaître, d'aimer et de vouloir. C'est une force qui a trop longtemps été sous-estimée et, de ce fait, l'humanité a été privée d'une source illimitée de prospérité. Pour libérer ses pouvoirs, il faut une éducation propre à aider les enfants à acquérir les compétences et les connaissances nécessaires pour transformer leurs caractères et mener une vie productive. Il s'agirait notamment de s'engager dans la littérature et les arts, la formation scientifique et la maîtrise des compétences techniques, d'être en mesure de participer aux processus individuels et collectifs de prise de décision, et de développer la capacité d'identifier les besoins et de se concerter afin de trouver des solutions. Leurs capacités se développant progressivement et trouvant leur expression dans la communauté, il y a un essor des arts, des sciences, de l'innovation, de la philosophie et de l'éthique sur lesquels repose la civilisation.

Instaurer un monde nouveau

L'incapacité d'assurer la protection sociale des femmes et des filles à toutes les étapes de leur vie n'est que l'un des symptômes d'un ordre social qui a fait son temps. Il faut donc que l'ordre actuel soit poussé à ses limites grâce à un changement d'orientation, à la promulgation de lois justes et à l'adoption de mesures visant à réduire les inégalités extrêmes. Toutefois, ces changements, bien que nécessaires, s'avéreront insuffisants pour mettre en place les nouveaux modes de vie qui permettront à toutes et à tous de prospérer. Étant donné que nombre des systèmes et structures de la société étaient précisément conçus pour renforcer la domination et les inégalités, d'importantes ressources doivent également être consacrées à l'apprentissage de modèles efficaces de gouvernance, d'éducation et de l'économie qui s'articulent autour d'un ensemble de principes entièrement nouveaux, selon lesquels les êtres humains ne font qu'un, les femmes et les hommes sont égaux, les pouvoirs émergents de la collectivité peuvent être libérés grâce à la coopération et à la réciprocité, et les progrès de l'humanité seront considérablement renforcés par la pleine participation de toutes et de tous à l'instauration d'un monde nouveau.